La renaissance du moralisme américain

Blandine Chelini-Pont

▶ **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. La renaissance du moralisme américain. Revue Esprit, 2023. hal-04267127v2

HAL Id: hal-04267127
https://amu.hal.science/hal-04267127v2

Submitted on 9 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La renaissance du moralisme américain

Blandine Chélini-Pont

> « Permettez-moi d'affirmer ma ferme conviction que la seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même – l'indéfinissable, la déraisonnable, l'injustifiable terreur qui paralyse les efforts nécessaires pour convertir la déroute en marche en avant. »
>
> (Franklin D. Roosevelt, 4 mars 1933)

Pour Patrice Rolland, *in memoriam*

Plus Vladimir Poutine fulmine ses imprécations contre l'Occident décadent, plus les États-Unis martèlent la « juste cause » de leur soutien à l'Ukraine. Retrouvant une geste morale et politique ancienne, ils semblent regagner la confiance des opinions européennes malgré la peur nucléaire. L'Union et ses États membres, exception faite de la Hongrie, partagent la même ligne défensive : le président Zelensky, transformé en héros patriote et démocrate, défend à la face du monde sa terre et son droit souverain violés par la « Grande Russie ». Mais la juste cause ukrainienne peut-elle, au-delà de l'Ukraine, réhabiliter les États-Unis à l'échelle internationale comme parrains des peuples libres et garants des règles internationales ? Peut-elle leur redonner un « beau rôle » qu'ils ont longtemps joué, mais dont ils se sont systématiquement dépris depuis la guerre froide ?

La juste cause, une tradition originelle

La posture morale des États-Unis, dans le concert international, se définirait comme la dénonciation vertueuse de l'inconduite étatique et l'engagement à la faire cesser. En foulant aux pieds les règles écrites et non écrites de la décence humaine, l'inconduite des États va pousser les États-Unis à intervenir à brûle-pourpoint, tout comme elle va justifier leurs efforts « colossaux » pour imaginer, chercher à construire puis à protéger un ordre international fondé sur des bases humanistes. Le moralisme américain s'est donc manifesté à des moments de grande crise internationale, tout comme il a justifié des relations frontales avec d'autres États dénoncés comme « voyous ».

Comment ce pays a-t-il pu se sentir toujours légitime à *« prêcher la bonne parole »*, selon les mots de Franklin D. Roosevelt, et à agir en conséquence ? Il faut remonter aux origines, quand il s'est fondé sur un légendaire national providentiel et une foi indéfectible dans la vertu des droits et libertés inscrites dans sa Constitution fédérale. Le légendaire providentiel, à la fois déiste et biblique, a fabriqué une économie symbolique de l'engagement, dans un récit élastique du caractère « exceptionnel » et « spécial » du pays. Derrière l'Union, l'Amérique représente à la fois la terre promise et la preuve de la bénédiction divine – un mythe qui a précédé puis nourri le nationalisme d'indépendance – avec la concrétisation du rêve démocratique, tout aussi unique, qui lui sert officiellement de boussole internationale. La droiture américaine, insufflée par la providence et manifestée par un système politique plus vertueux que les autres, est alors une projection exemplaire de la nation. Elle lui permet de s'élever et de juger, à l'aune d'une improbable conscience collective, les écarts et crimes des autres nations, une projection pas si lointaine – hormis la providence divine – du messianisme républicain français.

De l'isolationnisme à la diplomatie des droits (1790-1913)

Les premières manifestations de la posture morale des États-Unis ont commencé après l'indépendance, quand la nouvelle Union s'interdit toute diplomatie à l'européenne. Elle se projette comme fer de lance de la décolonisation américaine et comme parraine de la bonne relation

commerciale, une antienne qui produit le mythe de la « relation spéciale » à l'empire chinois, officiellement aux antipodes de la prédation européenne. Mais dès cette époque, la ligne morale bute sur les relations de puissance et sur sa posture messianique. Dès 1790, l'Union est obsédée par sa propre extension territoriale, à laquelle elle consacre toute son énergie diplomatique et ses efforts de guerre. Entre les présidences d'Andrew Jackson (1829-1837) et de James Polk (1845-1849), la conquête de l'Ouest et la guerre contre le Mexique, pourtant libéral et indépendant, sont assumées comme une « destinée manifeste ». Le milieu du XIXe siècle et sa suite, fracturés par la guerre civile et la question de l'esclavage, ne sont pas vraiment propices à une posture moralisante.

Il faut attendre les mandats de Theodore Roosevelt Jr. (1901-1909) pour que cette dernière refasse surface, à côté de l'impérialisme assumé de ce président. Roosevelt remplit un rôle de médiateur entre la Russie et le Japon avec le grand succès du traité de Portsmouth de 1905, qui lui vaudra le prix Nobel de la paix. Surtout, il entame une politique des droits appelée à un grand avenir. Cette politique commence par la dénonciation scandalisée de l'antisémitisme, dans l'Europe des empires et des nouveaux États nés des défaites ottomanes. Les secrétaires d'État John Hay et Elihu Root interviennent à plusieurs reprises, notamment auprès de la Roumanie et de la Russie, contre leur *« mauvaise politique répugnant au sens moral des peuples libéraux modernes* […] *un affront aux droits de l'homme universels*[1] *»*. Le Congrès va jusqu'à suspendre, première sanction historique, le profitable accord commercial de la *most favored nation* avec la Russie en 1911. C'est aussi en grande partie à cause de la situation critique des juifs d'Europe centrale et orientale que les États-Unis se sont concentrés à protéger les minorités nationales au sortir de la guerre, en imposant aux nouveaux États, comme la Pologne, le principe d'égalité de droits entre citoyens, également imposé aux membres de la Société des Nations.

1 - Le secrétaire d'État John Hay à l'ambassadeur des États-Unis en Autriche Robert Sanderson McCormick, le 11 août 1901, dans *Foreign Relations of the United States*, 1902, p. 43-45.

L'internationalisme au service des peuples (1913-1921)

À la diplomatie des droits de Roosevelt répond la croisade internationaliste des présidences Woodrow Wilson (1913-1921). Fils d'un pasteur presbytérien, ancien président de l'université Princeton, politiste et historien, Wilson fait partie d'une école libérale minoritaire en matière de relations internationales et pendant anglo-saxon de l'internationalisme français. Pacifiste, le nouveau président s'efforce d'abord de maintenir la neutralité de son pays dans une guerre européenne que son opinion rejette. Il va néanmoins profiter de son engagement contraint pour s'inspirer des idées de la League of Nations Society, qu'il avait soutenue. Son célèbre discours du 2 avril 1917 devant le Congrès, intitulé « Faire du monde un lieu sûr pour la démocratie », mélange sa foi politique et internationale : *« Les États-Unis ne sont qu'un des parrains des droits de l'humanité. Nous serons satisfaits quand ces droits auront été rendus aussi solides qu'ils peuvent l'être par la foi et la liberté des nations. »* Son projet de paix, énoncé en quatorze points au discours de l'état de l'Union du 8 janvier 1918, mêle de très concrètes conditions d'évacuation militaire et de transformations de frontières à des principes internationaux communs, à la création de la Société des Nations et de sa Cour permanente de justice. Pendant les mois suivants, Wilson va préciser encore le contenu de la paix permanente. En juillet 1918, c'est à cause de sa « Déclaration des quatre buts de guerre », précisant qu'aucune question de territoire ou de souveraineté ne pourrait être réglée dans les négociations sans le consentement des peuples concernés, que le gouvernement allemand provisoire de Maximilien de Bade préfère demander la paix à lui plutôt qu'aux autres chefs d'État alliés. L'Allemagne de Weimar, proche des États-Unis, cherchera ensuite avec succès à s'appuyer sur les principes wilsoniens de droit et de justice et son « système » de Genève pour alléger le fardeau de celui de Versailles.

Ainsi, posture morale, diplomatie des principes et consolidation du système international vont ensemble dans la politique extérieure des États-Unis à la sortie de la Première Guerre mondiale. Pendant la période républicaine et isolationniste des années 1920, tandis que les diplomates américains cherchent à diminuer le poids des réparations allemandes, Frank B. Kellogg, secrétaire d'État du président Calvin Coolidge, obtient

le prix Nobel de la paix en 1929 pour avoir mené à terme, avec son homologue français Aristide Briand, la signature du pacte de Paris de 1928, signé par soixante-trois pays et renonçant à l'usage de la guerre. Kellogg deviendra aussi un membre éminent (1930-1935) de la Cour permanente de justice internationale.

On pourrait ajouter au crédit de la posture morale la création d'une diplomatie humanitaire, mise en place après le scandale des exactions allemandes en Belgique. Le gouvernement américain constitue la Commission for Relief in Belgium (1915) qui se généralise en American Relief Administration en 1919. Cette agence va fonctionner jusqu'en 1923, déversant des millions de dollars en direction des populations affamées d'Europe et d'Union soviétique. Son modèle sera continué pendant la Seconde Guerre mondiale et internationalisé après 1945 dans les missions de l'Organisation des Nations unies. Le président John F. Kennedy, en un temps de grand retour de la diplomatie morale pour la démocratie et les libertés, obtiendra aussi du Congrès le financement pérenne de l'aide humanitaire américaine et la création de l'agence fédérale USAid. Donald Trump y mettra fin le temps de sa mandature ; Joe Biden l'a rétablie.

L'héritage sans tache de Franklin D. Roosevelt (1939-1945)

Quand Franklin D. Roosevelt arrive au pouvoir en 1933, le retrait de l'Allemagne (dont l'intégration avait été poussée par le Royaume-Uni) souligne l'inefficacité des actions et sanctions entreprises par la Société des Nations, voire son inaction, notamment face à la violation continue du droit des minorités nationales en Europe. De fait, l'internationalisme de Roosevelt va se muscler. Roosevelt est comme la quintessence du moralisme américain. Il a professé à plusieurs reprises et le plus complètement possible le devoir auquel son pays ne pouvait se dérober, quand, au pied du mur, il fallait empêcher la propagation de régimes sans pitié.

Dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1939, il déclare : *« Il arrive un moment dans la vie des hommes, où ils doivent se préparer à défendre non seulement leur foyer, mais aussi les principes de la foi et de l'humanité, sur lesquels leurs Églises, leur gouvernement et leurs fondations reposent. La défense de la religion, de la*

démocratie et de la confiance entre les pays n'est qu'une seule et même bataille. Pour sauver l'une de ces causes, nous devons maintenant décider de les sauver toutes. » En janvier 1941, son autre discours sur l'état de l'Union, connu sous le nom de « Discours des quatre libertés », est un exemple de souffle moral, un appel à la résistance de l'humanité devant l'agressivité de *« l'ordre nouveau de la tyrannie »*.

Aussi, quand Roosevelt fait signer à Winston Churchill, lors de leur première rencontre, la Charte de l'Atlantique (août 1941), il réaffirme, comme finalité de leur alliance, le retour des droits des États et des peuples. La Charte formule la justification morale de la guerre contre des régimes bafouant les droits humains et les principes internationaux, en martyrisant leur peuple et leurs voisins. Sa conviction fixe est que les crimes des États ne devront plus rester impunis. Roosevelt soutient les premières déclarations des gouvernements en exil sous protection britannique, appelant au châtiment des envahisseurs qualifiés de criminels de guerre, par la mise en place d'une juridiction internationale spécifique. À sa suite, parmi les premières décisions de Harry Truman, le principe d'un procès des responsables des crimes nazis sera acté sur son insistance dans l'accord de Londres de 1945, qui met en place un tribunal pénal international sous juridiction militaire, lequel va siéger en zone d'occupation américaine et inclure la notion de « crime contre l'humanité ».

Sans doute l'objectif moraliste de Roosevelt était-il à la hauteur des enjeux de son époque. Il a aussi pensé les Nations unies comme un outil de sécurité collective. Son successeur Harry S. Truman, avec l'aide de sa femme Eleanor Roosevelt, a fait de cette organisation un instrument promotionnel des droits de l'homme, les plaçant à son fondement. Les droits de l'homme sont devenus un enjeu diplomatique récurrent de la guerre froide et un succès essentiel des États-Unis pendant la période de la détente (après 1963). Sous Gerald R. Ford Jr., après des années de négociations difficiles au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les accords d'Helsinki (1975) deviennent le moyen d'une veille diplomatique bilatérale permanente, qui se concrétise par la création du Bureau of Democracy and Human Rights (1977) du Département d'État américain.

Messianisme et camp du bien (1947-1991)

La rhétorique morale des principes internationaux et des droits de l'homme a été essentielle dans l'élaboration du nouvel ordre d'après-guerre dont nous avons hérité. Mais elle a connu de profondes et immédiates limites. Rendre le monde meilleur, comme devoir providentiel, provoque de faciles glissements de sens, qui expliquent l'écart souvent flagrant entre le discours et la pratique américaine de cette période.

La défense des droits et libertés a connu, dès le début de la guerre froide, une contamination messianique au service du *containment* soviétique et socialiste. Avec constance, les États-Unis ont paré leur armure morale d'onction inter-religieuse. La guerre froide entre camp socialiste et monde libre est modulée en affrontement civilisationnel – avant le temps déclaré du choc des civilisations – entre foi et athéisme. Il se retrouve dans le refus de reconnaissance de la nouvelle Chine communiste, dans l'aide militaire puis la guerre directe aux côtés du Sud-Vietnam nationaliste. Une politique musulmane s'est dessinée dans les années 1950 à l'encontre du panarabisme, derrière une stratégie d'alliances qui tient d'ailleurs Israël à distance. Dans les années 1970, le Congrès, fort sceptique sur le dégel chinois, met fin une nouvelle fois à un rapprochement commercial avec l'Union soviétique, au grand dam du secrétaire d'État Henry Kissinger, cette fois-ci à cause de l'attitude soviétique face aux refuzniks juifs (1973). Après les accords d'Helsinki, l'unanimisme bipartisan pour le soutien aux chrétiens de l'Est provoque un nouveau raidissement du Congrès vis-à-vis de l'Union soviétique (1979). Et ce raidissement se retrouve, au début des années 1980, dans la *Reagan mission*, mélange moral de la très géopolitique vision du conseiller Zbigniew K. Brzeziński – dont le fils Mark est l'actuel ambassadeur des États-Unis en Pologne – sur la déstabilisation de l'Union soviétique par ses satellites. Ronald W. Reagan soutient personnellement la « libération » de la Pologne, en concertation avec le pape polonais Jean-Paul II. Son administration organise parallèlement la « libération » de l'Afghanistan, en concertation avec les différentes factions des moudjahidines. Et elle

La rhétorique morale des principes internationaux et des droits de l'homme a été essentielle dans l'élaboration du nouvel ordre d'après-guerre dont nous avons hérité. Mais elle a connu de profondes et immédiates limites.

soutient aussi les régimes militaires d'Amérique latine, comme les Contras du Nicaragua, contre « l'extrême gauche ».

La croisade du camp du bien, recoupant celle de la foi partagée face à la mécréance rouge, se grippe, bien avant l'effondrement de l'Union soviétique. Une série d'événements la contrarient grandement : la révolution iranienne se fait aux dépens de l'alliance américaine, renvoyant dos à dos les États-Unis et Israël à leurs oripeaux de Grand Satan. Les premiers attentats suicides de Beyrouth en 1983 visent des soldats américains en mission d'interposition. La naissance d'al-Qaïda pendant la guerre d'Afghanistan met en branle le djihad global. Même si les États-Unis continuent de rester en lien contre le régime communiste de Kaboul avec les factions islamistes afghanes, dont la lutte fratricide achève de détruire le pays, le paradigme de la foi libératrice explose. Les islamismes et leurs métastases terroristes, par États ou groupes affiliés, réduisent à néant la prévalence interreligieuse de l'idéalisme américain.

Croisades manichéennes (1991-2001)

Quand le président George H. W. Bush prend la parole devant le Congrès, le 11 septembre 1990, sur les premiers succès de sa guerre du Golfe, son discours sur le nouvel ordre mondial, où l'Union soviétique est devenue amicale, reprend tous les schèmes du moralisme américain, avec une grande conviction : *« Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le golfe Persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s'orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile, notre cinquième objectif, un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie* […]. *Aujourd'hui, ce nouveau monde cherche à naître. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles* […] *Les États-Unis et le monde doivent soutenir la primauté du droit. Et ils le feront. Les États-Unis et le monde doivent se dresser contre l'agression. Et ils le feront. Et une dernière chose : dans la poursuite de ces objectifs, les États-Unis ne se laisseront pas intimider. Des questions de principe d'une*

importance vitale sont en jeu. Saddam Hussein veut absolument effacer un pays de la face de la terre. Nous n'exagérons pas. Nous n'exagérons pas non plus lorsque nous disons que Saddam Hussein échouera. »

La recomposition idéale de l'ordre international avec son bel horizon moral et la fin de l'histoire que prévoyait Francis Fukuyama n'est jamais advenue. Encore une fois, à côté d'autres phénomènes conjoncturels, la rhétorique américaine est bientôt parasitée par une nouvelle orientation civilisationnelle. Apparemment lumineuse, la théorie du choc des civilisations s'instille parmi les Républicains américains, pour remplacer l'ancien affrontement entre la foi et l'athéisme de la guerre froide (1994). Identifiant le nouvel ennemi global dans la collusion des islamismes et reconfigurant mentalement l'Occident en civilisation judéo-chrétienne, son inventeur conservateur prévoit la *« revanche de Dieu »* quand *« le sang coule à (toutes) les frontières de l'Islam*[2] *»*. Le choc des civilisations devient une charge supplémentaire dans le projet de démocratie imposée des néoconservateurs et une urgence défensive dans la vision des conservateurs chrétiens.

Par éclipse, le moralisme des droits devient une thématique propre aux Démocrates. Quand le Parti républicain est majoritaire au Congrès sous la présidence de Bill Clinton, ce dernier et ses secrétaires d'État successifs ignorent la posture manichéenne, malgré les premiers attentats anti-américains d'al-Qaïda contre le World Trade Center (février 1993), les ambassades du Kenya et de Tanzanie (1998) ou le navire de guerre *USS Cole* (octobre 2000). Bill Clinton s'en tient apparemment à l'héritage de la diplomatie morale. Il entame une relation amicale avec le Russe Boris Eltsine qui débouchera, une nouvelle fois, sur des accords commerciaux, une coopération économique et une aide financière sans précédent. En échange, la reconstruction démocratique et économique du Vieux Continent se fait hors de l'influence russe, grâce à l'active émulation des États-Unis et de l'Union européenne. Clinton suit les pas de Jimmy Carter avec moins de succès, en négociant les accords d'Oslo entre Israël et les Palestiniens et en envoyant la « colombe » de Jimmy Carter, l'ancien secrétaire d'État Cyrus Vance, comme médiateur en Bosnie-Herzégovine (1995). Mais le reste de sa politique extérieure détricote le recours aux règles de sécurité internationale, formant un

2 - Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations* [1996], trad. par Jean-Luc Fidel, Geneviève Joublain, Parice Jorland et Jean-Jacques Pédussaud, Paris, Odile Jacob, 2005, « Du sang aux frontières de l'Islam », p. 282-386.

dangereux précédent. L'interventionnisme antiterroriste en Somalie, en Libye et au Soudan ou démocratique à Haïti se passe de mandat onusien, tout comme les frappes militaires (en Serbie et en Irak), conduites en concertation avec ses alliés de l'Otan ou la Grande-Bretagne, même si elles sont légitimées par le risque de génocide d'un côté et l'emploi d'armes chimiques de l'autre.

Détour antiterroriste (2001-2009)

L'agir moral de Bill Clinton est déjà un souvenir quand se produisent les attentats de 2001 à New York, fomentés par al-Qaïda après dix ans de préparation. Le nouveau président emprunte sans un pli la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme », qui est applaudie par l'opinion américaine et confortée, sur le moment, par la communauté internationale. Elle associe revanche et justice contre al-Qaïda et les talibans complices. L'envoi de troupes en Afghanistan est validé par le Conseil de sécurité tout comme la mise en place de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et de ses missions (décembre 2001). Mais les objectifs de la lutte antiterroriste vont vite déborder. Cette dernière se transforme en quelques semaines en mobilisation opportune contre un nouvel « Axe du mal », élargi à l'Irak et à l'Iran (janvier 2002). Ce dernier paraît plutôt répondre aux inquiétudes israéliennes. Le rapprochement avec l'Iran, entamé sous Bill Clinton, a été stoppé net. La situation avec l'Irak répressif de Saddam Hussein s'était dégradée depuis la frappe aérienne de 1998 décidée par Bill Clinton. Certains Républicains avaient déjà appelé, dans une lettre publique au président, le « Project for the New American Century », au renversement du tyran. Pour autant, la responsabilité de ces deux pays dans les attentats de 2001 était nulle. Ils sont pourtant accusés de soutenir le terrorisme islamiste et de développer l'arme atomique, malgré les interdictions internationales – une vérité partielle pour l'Iran – mais toujours sans rapport avec les exactions d'al-Qaïda. Le refus onusien de mandater la guerre contre Saddam, la médiation du Saint-Siège pour l'empêcher, l'emphase française, rien n'arrêta la marche d'une guerre présentée comme « préventive ». Le dédoublement des arguments de la guerre « juste » des États-Unis brise pour longtemps toute légitimité internationale à leur posture morale.

Moralisme de faible intensité (2009-2017)

Revenir aux fondamentaux de principe, s'en tenir aux décisions du Conseil de sécurité et désengager les États-Unis de leurs guerres asymétriques : voici comment pourrait être résumée la politique morale du président Barack Obama (2009-2017). Le remplacement des troupes de la FIAS par celles de l'Otan en Afghanistan, le retrait progressif d'Irak, la coalition sous mandat onusien en Libye, la stratégie de « l'empreinte légère » en Afrique et la participation aérienne à la coalition internationale contre Daech à partir de 2014 participent de cette retenue.

Mais cela n'a pas réussi à rétablir la stature bien écornée du pays. Pas plus d'ailleurs que la politique musulmane du président. Les objectifs pacifiques de Barack Obama se sont focalisés sur le projet d'un Proche et Moyen-Orient sans nucléaire militaire, et d'un nouveau dialogue avec l'Iran pour y parvenir. La promesse d'un accord, négocié sur trois ans entre 2013 et 2016, lui vaut le prix Nobel de la paix en décembre 2009. Mais le président a refusé l'engagement militaire contre le régime criminel de Syrie en se protégeant derrière la résistance du Congrès. Face à la Chine, une politique « bienveillante » a prévalu, malgré la mise en place discrète du « pivot indo-asiatique » pour contenir la croissance du tigre. Le Département d'État est appelé à maintenir le dialogue plutôt que de mettre en avant les preuves de pillage et d'espionnage technologique, de disparition des libertés civiles, d'alignement continental de Hong Kong ou de redressement idéologique des Ouïgours et autres minorités religieuses, sous couvert de lutte antiterroriste. Pour la première fois sous Barack Obama, le dalaï-lama n'est pas accueilli à la Maison-Blanche. Aucune protestation n'est émise quand l'ambassadrice de la liberté religieuse du président des États-Unis, Suzan Johnson Cook, se voit refuser son visa. Elle démissionne dans un grand silence.

Droits inaliénables, Iran et China bashing *(2017-2021)*

Avec l'arrivée de Donald Trump dans la campagne présidentielle de 2016, le manichéisme religieux, utilisé comme arme électorale, se double d'un nouveau manichéisme économique qui vise essentiellement la Chine.

Dans cette nouvelle posture, l'indignation morale que le candidat manifeste se limite aux droits « libéraux » et à la complainte du boutiquier volé. La posture chrétienne, mais aussi sioniste et antimusulmane de Donald Trump lui permet mille accusations. Tout ce que Trump a promis à son électorat religieux a été mis à exécution. Sa grande croisade s'est rabougrie pourtant en petit front chrétien et anti-chiite. L'organisation de grandes conférences internationales sur la liberté religieuse, accompagnée de la mise en place d'une Commission des droits inaliénables auprès du Département d'État, a accouché d'une déclaration paraonusienne confirmant l'inexistence d'un droit international à l'avortement, la Geneva Consensus Declaration on Promoting Women's Health and Strengthening the Family (octobre 2020). Elle est signée par trente-quatre pays peu réputés pour leur sens des libertés. On est loin de la promotion démocratique.

Le nouvel axe anti-iranien, recouvert de vernis religieux par les partenaires wahhabites, suit aussi les intérêts israéliens qui convergent avec ceux des États du Golfe. Malgré le conflit au Yémen, où s'illustrent les alliés de Washington, et qui vire au désastre humanitaire, la diplomatie personnelle de Jared Kushner conduit aux accords d'Abraham (septembre 2020). Donald Trump a cru recevoir le prix Nobel de la paix pour cet exploit.

Beaucoup a été écrit par ailleurs sur son combat contre la Chine, transformant en complot la dépendance américaine envers les produits et le crédit chinois. Radicalisant le *soft containment* d'Obama, le président enclenche un *China bashing* au nom de la grandeur américaine. Il tord le bras au nouvel empire et l'humilie pour l'obliger à la parité commerciale. La réactivité scandalisée et menaçante des Chinois prouve seulement qu'ils ne sont plus, depuis longtemps, dans une position d'obligé. Le vrai souci est ailleurs, dans l'effort militaire colossal que la Chine a entrepris et dont les buts semblent sans cesse se préciser : démilitariser et contrôler Taïwan, libérer le Pacifique occidental de la présence américaine. À Harvard, la théorie d'un conflit militaire comparable à la guerre du Péloponnèse entre Athènes et Sparte enflamme le débat[3]. Pour autant, les États-Unis ne présentent pas encore un contre-discours percutant.

3 - Graham Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, trad. par Patrick Hersant et Sylvie Kleiman-Lafon, Paris, Odile Jacob, 2019.

L'Ukraine, booster *démocratique des États-Unis*

Depuis février 2022, la fragmentation de la rhétorique morale américaine et ses médiocrités semblent se résorber. Voici que la mobilisation pour l'Ukraine fabrique un unanimisme disparu depuis longtemps sur les bancs du Congrès. Les analystes avaient prédit un retournement de conjoncture, dans l'hypothèse où les Républicains remporteraient la majorité aux *midterms* de novembre 2022. Celle-ci a été à la fois trop courte et sans danger. Le projet russe, mieux connu, est à ce point rempli de mépris anti-occidental, amalgamant l'Europe entière derrière les États-Unis, qu'il comble les divisions culturelles américaines et européennes. Il dépasse la question du Donbass russophone et le maintien de la Crimée dans le giron de la mère patrie. Il dépasse la réincorporation dans la Fédération russe de l'Ukraine et de la Biélorussie, voire des États baltes. Il se déploie en une Union eurasiatique étendue de Lisbonne à Vladivostok et qui libérerait les peuples d'Europe de leur abrutissement américain. La nouvelle doctrine militaire russe, attribuée à Valeri Guerassimov (2013), fait feu de tout bois, surtout du nucléaire. Elle méconnaît sciemment la dissuasion et les critères internationaux de la guerre légitime avec son ensemble d'interdictions. Elle méprise souverainement le moindre critère éthique. L'Europe entière, et pas seulement l'Ukraine, craint, sans propagande nécessaire de la part des États-Unis, la fuite en avant nucléarisée de la « civilisation des civilisations ».

Quand le président Joe Biden évoquait, dans ses premières déclarations, le retour du leadership des principes que les États-Unis n'auraient jamais abandonnés, il ressemblait au néoconservateur Robert Kagan, qui pouvait encore écrire en 2012 que l'extension de la démocratie, de la paix et de la prospérité dans le monde actuel dépendait directement de l'influence américaine[4]. Puis il a traité Vladimir Poutine d'assassin (mars 2021). Après l'invasion de l'Ukraine, il l'a traité de criminel de guerre et de boucher (mars 2022), preuves à l'appui. Pas un jour ne se passe sans que le porte-parole du Département d'État, Ned Price, n'évoque les violations systématiques de l'agresseur russe. Elles poussent l'ensemble du Congrès à voter, sans trop barguigner, les aides colossales fournies à l'Ukraine.

4 - Robert Kagan, *L'Ordre mondial américain. Les conséquences d'un déclin*, préface d'Hubert Védrine, Paris, Nouveau Monde, 2012.

De la sorte, la posture défiante que Joe Biden a prise dès son arrivée à la Maison-Blanche en tentant de mettre en place une « coalition » des démocraties (juin 2021), avec un sommet virtuel mondial (décembre 2021) – un vrai casse-tête qui provoqua des critiques françaises – a pris soudain une autre tournure, d'une ampleur et d'une crédibilité contagieuses. Elle a par ricochet donné crédit à sa nouvelle critique du caractère répressif et antidémocratique du régime chinois. Derrière le bras de fer stratégique dans le Pacifique, la dimension idéologique du régime chinois ne cesse de se conforter. En avril 2013, un document cadre du comité central du Parti communiste chinois (dit « Document n° 9 »), prélude à la répression qui s'est ensuite abattue, a fuité grâce à la journaliste dissidente Gao Yu. Il dressait la liste des périls mentaux occidentaux qui menaçaient le pays : les valeurs universelles, la liberté de la presse, la société civile, les droits civiques, les erreurs historiques du Parti communiste et l'indépendance judiciaire. La liberté d'expression, la compétition partisane et le suffrage universel étaient déclarés incompatibles avec le génie de ce peuple et générateurs de désordre. De manière identique à la Russie, le régime s'appuie sur la fierté nationaliste et l'esprit de revanche. Comment faire confiance à un régime qui déclare d'un côté vouloir affranchir le monde de la domination « démocratique » de l'Occident, mais jure amitié éternelle ou sans limite (mars, juin, septembre 2022) à un agresseur paranoïaque, s'appuie avec lui sur deux États électrons du nucléaire sauvage, ne vote jamais dans le bon sens au Conseil de sécurité, tout en se présentant comme un parangon de l'ordre international ? Jamais, depuis Franklin D. Roosevelt, la posture morale des États-Unis n'a été aussi près de correspondre à ses promesses.